

LE COURRIER DE ROANNE

RÉDACTEUR EN CHEF,
A. MAUDUIT.

JOURNAL POLITIQUE, INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

CONDITIONS ET ABONNEMENTS :
Re, impasse de la Sous-
e, près les Promenades.

ABONNEMENTS :

Un an, 10 fr. — Six mois 5 fr. 50 c.
Les abonnements datent du 1^{er} de
chaque mois, et sont payables d'a-
vance.

PARAISSENT TOUS LES DIMANCHES.

Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

INSERTIONS :
Réclames, la ligne, 25 c.
Annonces, la ligne, 15 c.
Réduction dans le cas où l'annonce ou
réclame serait répétée plusieurs fois.

AVIS IMPORTANT.

De nombreux faits de manœuvres
contraires à la liberté des élections
nous ont été déjà signalés.

Nous engageons les électeurs des
communes, qui de la part des fonc-
tionnaires publics ont été victimes
d'actes de pression, d'intimidation
ou de menaces, à nous les faire con-
naître. Nous les invitons à dresser
des procès-verbaux contre toute
irrégularité, toute violation de la loi
et à nous les faire parvenir.

Pour les renseignements dont ils
auront besoin s'adresser au journal
le Courrier de Roanne.

BULLETIN POLITIQUE

Les tristes manœuvres électorales employées
dans notre arrondissement pour faire réussir la
candidature officielle, ont été employées dans
toute la France. Partout dans les campagnes les
faveurs pécuniaires et la pression administrative
ont joué un rôle décisif. Les grandes villes elles-
mêmes ont subi des mutilations, qui donnent
aux élections une physionomie qu'elles n'auraient
point si on les eût laissées suivre les an-
ciens errements.

On a distillé les circonscriptions, retranchant
aux grandes agglomérations une partie de leurs
électeurs pour les réunir à ceux des campagnes
éloignées souvent de dix à quinze lieues. Malgré
tous ces moyens employés par une administration
aux abois, les candidats de l'opposition entrèrent
en grand nombre à la chambre.

Une dépêche du ministre de l'intérieur porte
le nombre des opposants élus, au modeste chiffre
de vingt-six. Seulement M. le ministre oublie
volontairement de placer au nombre des oppo-
sants les élus à l'égard desquels il a gardé la
neutralité, dans l'impossibilité où il était de com-
battre efficacement leur candidature. Selon toute
probabilité, il y aura à la chambre plus de soixante
membres de l'opposition. C'est un nombre
inoui, eu égard aux manœuvres dont on s'est servi
pour appuyer les candidats officiels. C'est un
nombre suffisant pour combattre le gouverne-
ment personnel dont la France ne veut plus. Le
régime parlementaire seul peut rendre à notre
pays la prospérité intérieure, la prospérité de
l'industrie et du commerce. Le régime parle-
mentaire seul peut mettre un terme à ces craintes
incessantes de guerre qui arrêtent l'essor des ca-
pitaux et les obligent à s'enfermer dans les caves
de la Banque de France.

Seul aussi il nous rendra les libertés dont un
peuple, des premiers dans la voie de la civilisa-

FEUILLETON DU COURRIER DE ROANNE.

LA CONFESSION DU SERGENT

(Suite et fin.)

LA CONFESSION DU SERGENT

Ceci se passait vers la fin de l'année 1847. A
partir de cette soirée, mes jours et mes nuits se
passèrent à dévorer les journaux et les livres que
mes nouveaux amis me prêtaient. Tous les diman-
ches nous nous réunissions chez la mère Marianne.
Les nouvelles politiques du temps et des com-
mentaires sur mes lectures faisaient les frais de nos
conversations.

Lorsque la Révolution de février arriva, j'étais
aussi convaincu et aussi déterminé à agir que mes
amis.

Le 23 février au soir, je rencontrai, en revenant
à la caserne, le tambour portant les cadavres des
insurgés tués au boulevard des Capucines. Debout
sur la charrette, un homme pâle, couvert de sang,
se tenait d'une main crispée à la paroi, agitant de
l'autre une torche et appelait, d'une voix tonnante,
le peuple aux armes.

Je reconnus Legall. Gautrot ne pouvait être loin.
Il était là, en effet, à pied, le fusil en sautoir,
à la tête des chevaux. Il conduisait à pas lents, à
travers les flots de la foule menaçante et muette,
son funèbre convoi.

Je ressentis à cette vue une secousse violente.
Je me sentis frémir, et la gorge serrée, la sueur au
front : « Vive la République ! » dis-je, d'une voix
rauque.

Puis, effrayé de mon audace, je m'éloignai pré-
cipitamment.

Je trouvais, en arrivant, les troupes consignées à
la caserne. Paul m'attendait avec impatience ; je

tion, ne peut plus se passer aujourd'hui. Ayons
donc confiance dans le résultat des élections de
1869 ; elles ouvriront sans doute les yeux au
gouvernement et lui montreront la ligne de con-
duite qu'il doit suivre, s'il ne veut rompre un
jour ou l'autre avec la partie intelligente de la
nation.

Nous pouvons dire que déjà elles ont produit
un effet utile. L'échec de M. Jules Favre, écarté
pour sa modération, échec qui ne saurait en au-
cune façon porter atteinte à sa grande réputation,
le succès de MM. Gambetta, Bancel, voire Ras-
pail, qui n'ont réussi que parce qu'ils se sont posés
adversaires irréconciliables de l'empire, ont enfin
tiré un certain nombre de conservateurs de leur
aveugle obstination. Ils ne sont pas éloignés de
comprendre que leur immobilité peut tout com-
promettre. Par crainte de la révolution, ils se rallient
à M. Jules Favre, qu'hier encore, ils repré-
sentaient comme un buveur de sang.

Nous ne doutons pas que M. Jules Favre ne
soit réélu à Paris. Entre M. Rochefort, le pam-
phlétaire qui après avoir été l'homme d'un mo-
ment doit tomber dans l'oubli, entre M. Cantagrel,
l'écrivain socialiste inconnu, et M. Jules Favre le
puissant orateur, le courageux citoyen, qui a
contribué plus que personne, depuis vingt ans,
au réveil de l'opinion publique, les électeurs pa-
risiens ne peuvent hésiter. Il importe que Jules
Favre soit à la chambre dans l'intérêt du pays.
Les électeurs de Paris, à quelque opinion qu'ils
appartiennent, le comprendront, nous osons
l'espérer ; ils sauront faire justice de ces préten-
dus démocrates, ambitieux de bas étage, sans
capacité politique. Il importe d'envoyer à la
chambre des orateurs éprouvés, rompus aux
lites parlementaires, capables de conquérir le
gouvernement de la nation par elle-même.

Voici les noms des candidats de l'opposition
nommés à Paris.

MM. Gambetta,	21,744 voix.
Bancel,	22,848 —
Ernest Picard,	24,444 —
Jules Simon,	30,305 —
Eugène Pelletan,	23,410 —

Ballotage entre MM. Thiers, Devinck, D'Alton-
Shée.

Jules Favre, Rochefort, Cantagrel,
Raspail, Garnier-Pagès, F. Lévy,
Jules Ferry, Cochon. —

La Gazette de France, fait le relevé suivant :
Les candidatures officielles ont obtenu dans les
départements et à Paris, 4,053,056 voix.

Les candidatures indépendantes, que les pré-
fets ont voulu qualifier d'hostiles au gouverne-
ment, ont réuni jusqu'à ce jour 3,248,885 voix.

Ainsi :
Pour : quatre millions, environ, que les pré-
fets ont voulu qualifier d'hostiles au gouverne-
ment, ont réuni jusqu'à ce jour 3,248,885 voix.

Il y a, on le voit, une progression énorme sur
le chiffre de 1863.

Le gérant, AUCLERC.

me gardai bien de lui raconter ce que je venais de
voir, et j'eus, malgré cela, beaucoup de peine à le
calmer et à le retenir.

La compagnie, heureusement, ne donna pas le
lendemain.

Fritz avait laissé tomber sa tête dans ses mains.
Nous nous regardions en silence, un peu égarés,
nous demandant du regard si notre pauvre camarade
n'était pas fou ou halluciné.

— Non, Rigaud, dit Fritz Zimmer, en laissant
tomber ses bras sur la table, à mon voisin de droite,
qui le regardait avec ahurissement, non, mon
ami, je ne suis pas fou ce soir. L'ivresse ne m'ord
plus sur moi. Autrefois j'oubliais, maintenant je
me souviens. Ah ! c'est bien fini ; seulement, je
fais ce soir comme les imbéciles qui ont peur de
l'enfer, je fais ma confession, car je crois que je
n'en ai pas pour longtemps dans le ventre.

Et maintenant, laissez-moi finir, ce ne sera pas
long.

Mes soirées, depuis février, se passaient dans
les clubs avec Legall, Gautrot et Paul. Complète-
ment converti aux idées républicaines, les mois de
droit, de justice, de liberté, d'égalité, me trou-
blaient profondément ; le métier de soldat me
paraissait horrible ; et je me promettais, — oh ! j'é-
tais de bonne foi, allez, — de ne jamais me
servir de mes armes contre le peuple.

Le 15 mai encore, la compagnie ne donna pas.
Espérons, disais-je à Paul frémissant, que la Ré-
publique s'affermira et que nous ne serons pas con-
damnés à nous flatter des coups de fusil.

Le jeune homme secouait la tête. J'ai vu hier
nos amis, me répondit-il, les républicains sont en
minorité au gouvernement ; le peuple souffre et
ne veut pas, comme en 1830, se payer de mots,
être trompé par les bourgeois ; les faubourgs se
préparent à la lutte, il y aura avant peu une bataille
acharnée.

Juin approchait, Juin ! les journées de Juin. Le
commencement de la fin pour Fritz Zimmer.

Comme vous le savez, le bataillon était alors au
Mans, et la compagnie était seule détachée à Paris.

Le 22, les troupes étaient déjà consignées depuis

Notre échec

Nous avons échoué, nous pouvons le dire
hautement. Un tel aveu ne nous coûte rien. Il
est des défaites qui valent presque des victoires.
Celle-là est de ce nombre, si l'on considère que
dans cette lutte nous n'avons fait aucune conces-
sion sur le terrain des principes, et si l'on tient
compte des difficultés qu'il a fallu surmonter, et
des résultats obtenus. A ces questions posées
carrement : Est-il urgent d'obtenir des réformes
radicales ? Est-il indispensable de substituer au
gouvernement personnel, le gouvernement de la
nation par elle-même ? Dix mille deux cent vingt
neuf électeurs ont répondu affirmativement. Leur
nombre eût été plus grand encore, si la pression
administrative, l'ignorance des campagnes, igno-
rante entretenue à plaisir jusqu'à ce jour n'étaient
venus fournir un appoint considérable à M. De-
chastelus. Tout a été mis en œuvre pour assurer
le succès de sa candidature. Les promesses, les
dons, les menaces, les nouvelles mensongères,
les conseils dangereux. Ces manœuvres ont réus-
si, se produisant dans un milieu dépourvu d'in-
struction. Dans les campagnes on répandait le bruit
que M. Jules Favre avait d'avance opté pour Lyon
au cas il serait nommé dans les deux collèges.
C'était dire aux électeurs : Il est inutile de choi-
sir un député, M. Dechastelus se présente seul.
On représentait les partisans de M. Jules Favre,
comme des révolutionnaires et des partageux
prêts à mettre tout à feu et à sang, ou comme des
ambitieux désireux d'obtenir des honneurs ou
des places. Dans les communes éloignées, on
allait jusqu'à employer l'intimidation, l'in-
jure même. A Roanne et dans les centres in-
dustriels, on recommandait aux ouvriers de
repousser les conseils de leurs patrons, essayant
de leur persuader que la prospérité du patron
dépend de la misère de l'ouvrier. C'est ainsi
qu'on a vu le juge de paix de Néronde, dire aux
électeurs rassemblés à la porte du scrutin, « je
saurai comment vous aurez voté, prenez garde ; »
le curé de Belmont annonçant à ses paroissiens,
que la commune obtiendrait 25,000 fr. pour son
église, si elle votait pour M. Dechastelus ; le mai-
re de Balbigny, plaçant au son du tambour,
une affiche contenant une allusion injurieuse
pour deux honorables habitants de la commune,
estimés de tous ; le maire de Bussières, laisser in-
sulté par son fils, distributeur des billets de M.
Dechastelus, le signataire de cet article, qui se
contentait de le rappeler au respect de la loi.

A côté de ces manœuvres, il importe de placer
celle qui les prime toutes : l'ignorance du peu-
ple. Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée,
surtout qu'on ne rejette pas sur le dépit, la
grave accusation que nous formulons contre le
gouvernement impérial. Les faits sont là pour
justifier nos dires. Le tiers des Français ne sait
ni lire ni écrire, les autres sont pour la plupart
étrangers aux connaissances les plus élémentai-
res. Ils ignorent que l'homme parti d'une condi-
tion peu différente de celle de la brute, d'abord
esclave des forces de la nature, est arrivé par le
développement graduel de son intelligence, à les

rendre serves à leur tour. Ils ignorent que la
puissance de l'homme sur la nature, date du jour
où il a pu donner libre cours à ses études, pro-
duire au grand jour ses pensées, ses découvertes,
sans craindre d'être inquiété par les pouvoirs
établis, du jour où les gouvernements n'ont plus
été assez forts pour mettre à mort les philosophes
comme Socrate, pour torturer les savants comme
Galilée. Ils ignorent que ce grand problème so-
cial, de l'amélioration intellectuelle, morale et
matérielle de la masse, qu'ont vainement essayé
de résoudre les socialistes, les communistes, qui
a produit la révolution de 1848, enfantera de
nouvelles révolutions, si l'on ne se hâte de don-
ner libre carrière aux penseurs, qui cherchent sa
solution, si l'on ne se presse d'appliquer à cette
solution les palliatifs déjà connus, liberté de se
réunir et de s'associer à la seule condition de ne
pas nuire à la liberté d'autrui ; suppression des
armées permanentes, et affectation des ressour-
ces qu'elles dévorent au budget de l'instruction,
à la création des routes, des canaux, au perfec-
tionnement de l'agriculture. Ils ignorent que la
question sociale dépend de la question politique ;
que la liberté est la première condition de la
prospérité d'un pays. La raison est lettre morte
pour eux. Ils obéissent à leur instinct. Ont-ils le
desir de conserver le gouvernement établi ? Ils
nomment M. Dechastelus, un député automate,
disant oui ou non sur un signe des ministres,
sans comprendre qu'un ami complaisant est plus
dangereux qu'un ennemi ! Veulent-ils modifier
la situation actuelle, leur choix est aussi ridicule.
Ils nomment Raspail, l'opposant décrépiti, im-
puissant, sans idées politiques. En face de cette
situation de bons esprits se troublent. Les uns,
jetant un regard vers le passé et ne le connais-
sant que par ses bons résultats, s'imaginant qu'il
n'a pas eu ses crises, ses souffrances, demandent
le retour au bon vieux temps. Les autres, compre-
nant que ce retour au passé est impossible, re-
belles à l'idée du progrès, se cramponnent au
présent, par crainte de l'avenir. L'erreur des uns
et des autres est grande. Le monde marche, il se
développe suivant des lois immuables, nécessai-
rement, inévitablement. S'il est au pouvoir de
l'homme d'accélérer, de précipiter, de retarder ou
de ralentir ce mouvement vers le mieux, il n'est
pas en son pouvoir de l'arrêter. Nous assistons à
une crise, le corps social est malade. C'est à nous
de le guérir.

En remontant le cours des âges, il est facile de
trouver des crises analogues ; celles-là cependant
plus douloureuses, plus terribles. L'humanité les
a traversées sans encombre, sans avoir conscience
des dangers qu'elle courrait. Comment ne sorti-
rait-elle pas vigoureuse et forte de la crise actuel-
le, dont elle connaît le caractère, avec les puis-
sants moyens de guérison dont elle dispose.

A la fin du IV^e siècle, Rome était la seule puis-
sance civilisée du monde connu ; héritière de la
Grèce, elle avait dans les lettres, les arts, la phi-
losophie, un riche patrimoine. Au polythéisme,
venait de succéder une religion nouvelle, moins
grossière, apportant une morale plus élevée. Ses
progrès auraient été rapides, si une maladie gra-

profondeur des rues derrière cette forteresse de
poutres, de charrettes, de portes, de meulons et
de pavés. On disait que c'était un ancien officier de
marine d'une terrible énergie, nommé Frédéric
Courmet, qui l'avait édifiée et qui la commandait.

Nous arrivons fait halte, à cent pas à peu près de
la barricade qui bouchait la rue de la Roquette.
L'artillerie avait pris position. Le commandant de
la colonne passait dans les rangs, nous excitant au
combat.

Sur la barricade, pas un homme, pas un drapeau ;
morne, silencieuse, on l'eût dite abandonnée.

Tout à coup deux hommes, le fusil en bandou-
lière, parurent sur la crête, l'un portait un drapeau
rouge, l'autre un drapeau noir. Legall était l'homme
au drapeau rouge, Gautrot l'homme au drapeau
noir. Ils les planterent aux deux angles de la bar-
ricade. On lisait sur le rouge en grandes lettres
noires : « Vive la République. » Sur le noir, en
grandes lettres blanches : « Vivre en travaillant ou
mourir en combattant. »

Ils se découvrirent, tous les deux crièrent :
« Vive la République ! » et descendirent lentement.
Un frisson passa dans tous mes membres. Je me
retournai vers Paul, qui était derrière moi au
premier rang. Il était livide.

— Legall ! Gautrot ! murmurai-je d'une voix
étranglée.

— En avant ! commanda le capitaine Raulon en
agitant son sabre.

— Jamais ! cria d'une voix de fou Paul Marianne,
et prenant son fusil par le bout du canon, il le cassa
en deux sur le pavé.

Une partie du premier rang s'était arrêtée. Le
capitaine avait fait demi-tour. La tête dans les
épaules, les narines frémissantes, ses yeux verts
braqués sur le malheureux, il soufflait. Une légère
écume blanche vint franger ses lèvres :

— Sergent Zimmer, dit-il, ses yeux dans les
miens, d'une voix basse, entrecoupée, le doigt tendu
vers Paul, quatre hommes et quatre balles à ce bri-
gand-là, contre ce mur, tout de suite. Allez !

J'avais entendu, j'avais compris. Mais je cher-
chai en vain à me porter en avant, je me sentais

Ne n'eût à ce moment apporté un trouble profond dans son organisme.

A ses portes s'étendaient des peuplades nom-breuses, sauvages, les Germains et les Francs, dénués de toute espèce de culture ; ils envahirent l'empire, le renversèrent, et prirent sa place. « Tout est stérile à cette époque, dit Littré, si » l'on cherche ce qui n'y est pas, savoir les com-binaisons de la politique, les plans habiles » des capitaines, la gloire des armées, celle des » arts et des lettres, et le jeu d'une administra-tion qui travaille régulièrement pour un but » déterminé !

Leur invasion produisit l'effet d'un courant d'eau trouble, se précipitant dans une eau limpi-de. Elle ralentit toute transformation ; le niveau intellectuel baissa.

Tout autre aurait été le résultat si les Romains avaient pu conquérir peu à peu les barbares, et infuser dans leurs veines les idées que fait naître la civilisation.

L'humanité a résisté à cette grande perturba-tion. Comment douter qu'elle sortira victorieu-se de celle que nous avons sous les yeux.

En 1848, le droit d'élire les représentants, était l'apanage d'une petite fraction du pays, fraction éclairée, instruite ; à ses côtés s'étendait tout un peuple ignorant, aux instincts grossiers. D'un coup et sans préparation, cette multitude a été appelée à prendre part à la direction des affaires publiques. Faut-il s'étonner du résultat des élections ? Il eût été bien différent, si au lieu d'appeler brusquement à la vie politique, ces ci-toyens qui pour la plupart n'y étaient pas prépa-rés, on eût accordé simplement le droit de vote à tous ceux qui en étaient dignes. Le suffrage uni-versel est un fait acquis. Il y aurait folie à vou-loir le limiter. Mais ce qu'on peut faire, ce qu'on doit faire, c'est d'appliquer à la France malade, le seul remède qui la puisse guérir, l'instruction.

Il est temps d'aviser. Pour répandre l'instruc-tion que faut-il faire ? Un simple revêtement de fonds.

La France dépense aujourd'hui vingt-cinq millions par an pour l'instruction, 750 millions pour la guerre ; elle doit à l'avenir dépenser au moins 300 millions pour l'instruction, et réduire son budget de la guerre.

C'est le seul moyen de prévenir les dangers qui nous menacent.

H. AUDIFFRED.

L'INGRATITUDE DES FOULES.

On parle de l'ingratitude des rois, celle du peu-ple est encore plus cruelle. Ainsi voilà deux hom-mes... l'un est depuis quinze ans sur la brèche ; il a été le premier des cinq, et à une époque où la France toute entière semblait s'oublier elle-même et se ruait à la servitude, il n'a pas cessé d'agiter un instant ce qu'on appelle dans la langue empha-tique d'aujourd'hui le drapeau de la revendication ; plus tard, quand le pays, s'éveillant d'un long sommeil, s'est remis à chercher, tout effaré, les li-bertés perdues, c'est encore lui qui, se prodiguant à chaque jour et à toute heure, a porté le poids des discussions les plus difficiles ; c'est lui qui a dé-noncé à la nation cette déplorable expédition du Mexique ; qui, défiant avec un courage héroïque et les murmures de la Chambre et l'inattention du pays, en a sans relâche prédit les conséquences désastreuses, demandant des comptes aux ministres, parcourant à jour leurs promesses mensongères ; c'est lui qui s'est usé à cette lutte de tous les instants, qui dure depuis l'établissement même de l'Empire. Que dis-je usé ? Non, le terme est impropre. Il fe-rait croire que cette ardeur a commencé de se ra-ler ; que ce dévouement sent les premières atteintes de la fatigue et de la vieillesse.

Rien n'est plus faux. M. Jules Favre possède encore, à cinquante-huit ans passés, la même ver-dure de talent qu'il déployait à l'heure de ses dé-buts. C'est la même abondance de parole ; c'est tou-jours cette éloquence nombreuse, imagée, terrible en même temps, dont tous les traits portent coup et s'enfoncent longuement dans la blessure. Des dé-fauts, il en a sans doute, et je n'ai pas besoin de les rappeler ici, mais nous les connaissons, quand nous l'avons envoyé trois fois de suite à la Cham-

bre ; se sont-ils aggravés ? sont-ils de ceux qui ren-dent, en de certaines circonstances particulières, un homme absolument impossible ? en quoi donc a-t-il démérité de ses adversaires ?

Ne vaut-il pas mieux qu'une question soit pré-sentée à la Chambre par un orateur rompu au manement de la parole, qui, accumulant les preu-ves, les éclairant de toutes les lumières du langage, ébranle l'assemblée et l'incline, sinon à voter contre, à se délier tout au moins ; et qui même, à un moment donné, par une surprise d'éloquence, la précipite à une manifestation dont elle ne se serait pas crue capable. Les temps vont venir où la Cham-bre sera plus accessible aux raisonnements justes, et mettra plus souvent ses votes en harmonie avec les convictions qu'elle se sera faites d'après la dis-cussion : le moment est-il bien choisi pour lui en-voyer des hommes qui, de leur aveu, ne demandent à y entrer que pour s'isoler dans une implacable et stérile rancune ?

Et en tous cas, ne faut-il plus tenir aucun compte des services rendus ? Une grande nation doit-elle se montrer publiquement ingrate à ce point de jeter au coin d'une borne ceux qui ont épuisé leurs forces à la défense de la liberté ? Si un simple particulier se conduisait de la sorte, de quels reproches ne l'accablait-on pas ?

Quelles tristes réflexions sur l'humanité doit faire un Jules Favre au lendemain d'une pareille aven-ture ? Et quel mépris je me sentirais aujourd'hui pour la popularité, si depuis longtemps je ne m'é-tais convaincu du peu qu'elle vaut.

(Le Gaulois).

Francisque SARCEY.

Habitants de Renaison

Votre maire, M. Vignancour, vous a fait une leçon d'histoire, au son du tambour, dans sa pro-clamation en faveur de la candidature de M. De-chastel.

Le roulement du tambour est digne d'un maire nommé par un Napoléon ; mais il fallait aussi le fife de la garde. Le fife viendra aux premières élections.

Dans sa leçon, M. le maire vous dit : *M. Jules Favre était au pouvoir lorsqu'on vous a imposé les quarante-cinq centimes, etc.*

Apprenez donc que M. Vignancour ne sait, en cela, ce qu'il dit. Il n'est pas plus fort en histoire qu'en administration. M. Jules Favre n'a jamais été au pouvoir. Sa carrière politique a commencé le jour où nous l'avons envoyé, en qualité de repré-sentant, à l'Assemblée constituante. Les quarante-cinq centimes étaient alors décrétés depuis près de deux mois.

Mais voyons donc ce que sont ces centimes dont on veut encore faire une arme de guerre contre les hommes de 1848 !

Sous la monarchie de Louis-Philippe, il faut, pour être électeur, payer un cens considérable : Deux cents francs de contribution. De toutes parts des voix s'élèvent pour demander l'abaissement du cens et l'adjonction des capacités. Ce sont les voix des hommes les plus modérés ; d'autres vont jus-qu'au suffrage universel. Le gouvernement ne veut entendre ni les uns ni les autres et la majorité de la Chambre législative approuve tout, comme celle d'aujourd'hui.

A cette époque, il n'y avait pas encore de candi-dats officiels, mais seulement des candidats agréa-bles. Si ce ne sont pas des frères, ce sont certaine-ment des cousins germains. Sous l'empire d'une loi électorale restrictive, sous l'empire de manœuvres de tout genre pour dominer les élections, le pays légal envoie à la Chambre en 1846, une ma-jorité, dévouée, considérable. Elle compte près de deux cents fonctionnaires publics ; fait exorbitant, dit l'historien, et dont il n'y a point d'exemple depuis l'établissement du régime parlementaire.

Appuyé sur cette majorité de députés agréables, le gouvernement résiste à toute demande de ré-forme électorale. Le mécontentement devient grand dans la nation ; le mouvement réformiste se pro-page et finit par gagner toute la France. A cette cause de mécontentement, se joint la divulgation de faits étranges de corruption, dont quelques-uns s'établissent judiciairement à la face du pays. D'un autre côté, la discussion sur le budget avait montré la fortune publique dans un état déplorable. Enfin les choses en arrivent à ce point dans l'opinion gé-nérale, qu'une secousse peut renverser un gouver-nement qui se croit solidement assis. Cette se-cousse est imprimée, le trône croule et la dynastie est emportée.

Je me disais que la mère Marianne devait ignorer les détails de la mort de son fils. Je la consolerais, ma vie désormais n'aurait qu'un but ; me vouer corps et âme à la pauvre mère et remplacer, autant que faire se pouvait, Paul auprès d'elle. Je voyais là la réparation, la réhabilitation. Car j'éprouvais le besoin de me réhabiliter. En vain entassais-je rai-sonnements sur raisonnements pour me prouver à moi-même que tout le monde à ma place eût agi comme moi, que ma perte n'eût pas sauvé Paul, qu'instru-ment passif, je n'étais pas responsable.

Fadaïses et lâchetés ! Il était mort, lui, le jeune homme, pour sa foi, pour le droit, pour la justice, et moi misérable, j'avais aidé à le tuer au lieu de mourir avec lui.

Je marchais la tête basse, absorbé dans ces réflexions, lorsque je levai les yeux ; j'étais devant la maisonnette de la mère Marianne. La porte et les volets étaient hermétiquement fermés.

Une femme était sur le seuil de la porte voisine.

— Est-ce que vous demandez la mère Marianne, monsieur le sergent ? dit-elle d'une voix traînante.

— Oui, madame.

— Ah ! pauvre femme ! vous ne savez donc pas le malheur ?

— Non, dis-je, en palissant.

— C'est les affaires, vous savez ? Les amis de son homme, M. Legall, le père Gautrot, vous les con-naissiez ?

— Oui...

— M. Legall a eu plus de chance que son ami Gautrot, il a été tué raide sur la barricade. Pauvre père Gautrot ! il était blessé, lui, les soldats l'ont arraché de la maison de la mère Marianne, où il s'était réfugié. Ils l'ont fusillé, là où vous êtes, devant la porte. Oh ! pardon, monsieur le sergent. La mère Marianne était tombée évanouie, lorsqu'elle est revenue à elle, on apportait le corps de son fils percé de quatre balles. La pauvre femme est morte dans la nuit. Oh ! c'était du brave monde !

Un sanglot m'étrangla la gorge. — Merci ! dis-je, en m'éloignant et lui faisant un geste d'adieu.

C'est de ce jour et de ce jour-là seulement que je me suis mis à boire. Je croyais tuer le souvenir, et

La République alors est proclamée et les hommes portés au pouvoir, se trouvent au milieu d'une crise financière effrayante. Le peuple a fait la révo-lution, chose facile ; mais ceux dont les mains prennent les rênes de l'Etat pour empêcher l'anar-chie et constituer un gouvernement provisoire ré-gulier, rencontrent des difficultés presque insur-montables. Rien dans le trésor public ; plus d'avances de la part des receveurs généraux ; plus de dépôts à la Caisse des consignations ; plus de fonds pro-venant des communes ! Un emprunt est impossible. Le dernier fait par l'ancien gouvernement, est abandonné par les souscripteurs et les capitalistes mettent leurs fonds en réserve, ou les envoient à l'étranger. Tous les moyens possibles sont em-ployés pour placer les finances dans un meilleur état et diminuer le vide du trésor public, tout jus-qu'à l'appel aux dons patriotiques qui, dans Paris, furent abondants. Ces moyens sont impuissants et une voix demande la banqueroute.

Mais la banqueroute, c'est la ruine d'une mul-titude de petits créanciers de l'Etat ; la banqueroute, c'est le déshonneur de la France, et qui sait ? peut-être un mal ajouté à un autre mal.

Alors, l'honnête M. Goudchaux, ministre des finances, pliant sous le poids des difficultés, se re-tire, confiant à des épaules plus puissantes le far-deau de la situation. M. Garnier-Pagès lui succède. Il dit au gouvernement provisoire épouvanté : il n'y a qu'un moyen, un seul de sauver la France de la ruine, de l'opprobre et de l'anarchie, c'est de décréter un impôt extraordinaire. En 1813, Napo-léon l'a fait pour subvenir aux préparatifs de la guerre ; en 1814, il l'a fait encore. En 1815, Louis XVIII frappait les départements d'une con-tribution de guerre de 100 millions. En 1830, Louis-Philippe élevait le chiffre des centimes additionnels de l'Empereur. Plus tard, il y ajoutait 30 centimes extraordinaires. Si les gouvernements précédents ont pu, dans des circonstances moins difficiles, créer des impôts extraordinaires, pourquoi le gou-vernement provisoire ne le ferait-il pas dans une crise qu'il n'a point amenée et où l'honneur de la nation est en jeu !

Sa voix fut écoutée et on décréta l'impôt extraor-dinaire des 45 centimes. Il avait été convenu que dans l'impôt, que dans l'application, on exempterait les petites cotes. Perçu dans toute sa rigueur, l'im-pôt devait produire 190 millions. Quand le gouver-nement provisoire remit ses pouvoirs à l'Assemblée nationale, il n'était rentré que 80 millions dans les caisses de l'Etat. Or, ces 80 millions pèsent peu aujourd'hui dans la balance des budgets.

C'est cet impôt extraordinaire des 45 centimes qui a sauvé la France de la banqueroute, du déshonneur et peut-être d'une anarchie sans nom. Au lieu de l'attaquer, tout honnête homme doit l'honorer du fond de son âme. Chez ceux qui lui jettent encore la pierre, il y a une ignorance pro-fonde ou une insatiable prodigieuse.

Dans les proclamations si nombreuses affichées par les maires dans presque toutes les communes, on prétend que M. Jules Favre est un *républicain qui ne poursuit d'autre but que le renversement de l'Empire*.

Je doute fort que M. Jules Favre ait pris MM. les maires pour confidentes de ses pensées secrètes. Le grand orateur est-il républicain ? Quand cela se-rail ! J'en connais beaucoup qui le sont discrète-ment, au fond de l'âme, et qui valent pour le moins autant que MM. les maires de nos communes sous tous les rapports.

Mais qu'est-ce donc que la République ? Tout pu-rement et simplement un Etat où le pouvoir exé-cutif est élu au lieu d'être héréditaire comme dans une monarchie ; un Etat dont le chef est un prési-dent au lieu d'être un roi. L'élection du chef de l'Etat, du gouverneur de la nation, voilà, avec le suffrage universel, ce qui constitue une république ; voilà ce qui est son essence même. Qu'y a-t-il donc là de si terrible à entendre ? Ce sont les ignorants qu'on fera trembler avec ce mot. Ce sont les igno-rants qui confondent la république avec la révo-lution. La Suisse est une république. Voit-on ses habitants s'entre-gorger pour se dévorer ensuite ? Les Etats-Unis d'Amérique sont une république. Y voit-on l'anarchie en permanence ? Y a-t-on vu une seule révolution politique alors que dans cer-tains Etats monarchiques d'Europe, les révolutions sont endémiques. Il est inutile de faire remarquer que la guerre civile d'Amérique a été une guerre sociale, une guerre en faveur des esclaves et sans aucun rapport avec les institutions politiques.

M. Jules Favre, suivant encore MM. les maires, ne poursuit d'autre but que le renversement de l'Empire.

Qu'ils le sachent donc bien, MM. les maires. Il n'est pas plus au pouvoir de M. Jules Favre de renverser l'Empire qu'au leur de le soutenir s'il

c'est le souvenir qui me tue. Il y met trop de temps seulement.

Adieu, les enfants, je vais dormir. Laissez-moi vous dire une dernière parole.

Pour vous, pour tous, j'ai fait mon devoir, rien que mon devoir de soldat. J'ai pour moi l'opinion, le monde, la loi, le gouvernement, tout le tremble-ment ! J'ai été félicité, cité, décoré, le diable et son train... Eh bien, je vous le dis : c'est un vilain métier que le nôtre, et Fritz Zimmer, le sergent modèle, Fritz Zimmer, le trouper d'attaque, votre vieux camarade Fritz, enfin, n'est qu'un lâche et un propre à rien.

Il ouvrit la porte et la referma violemment, nous laissant stupéfaits et muets autour de la table.

Sa chambre était située au-dessus de nous. Nous l'entendions marcher d'un pas rapide, inégal.

— Cet animal de Fritz est fou, je crois, dit le vieux Rigaud. Décidément l'absinthe lui a tapé sur la boule. Il va dormir là-dessus et ne se rappellera de rien demain matin.

Zimmer ne marchait plus.

— Il ronfle déjà, dit Rigaud.

Un coup de feu et la chute d'un corps lourd sur le plancher vint nous faire bondir sur nos bancs.

Nous nous précipitâmes en désordre vers la chambre de Zimmer. Le verrou était tiré, un coup de pied jeta la porte en dedans.

Un bout de chandelle à la mèche longue et fu-meuse jetait une lueur rouge dans la chambre.

Le sergent était étendu sur le plancher, le crâne fracassé ; à côté de lui son fusil déchargé fumait encore.

Ainsi mourut le sergent Fritz Zimmer.

EUGÈNE RAZOUA.

doit tomber. Un gouvernement n'est jamais ren-versé : il tombe quand le moment fatal amené par ses erreurs est venu.

Consultons le règne de Louis-Philippe. Bien souvent les partis l'ont attaqué, et toujours les partis ont été écrasés. Mais lorsque, par suite de fautes incessamment accumulées, la nation l'eût abandonné, ce gouvernement fut emporté au moins vent comme la dernière feuille d'automne.

L'Empereur, disent enfin M. M. les maires, marche résolument dans la voie du progrès et de la liberté, et ce n'est pas eu mettant un lion dans les roues qu'on fait avancer un char.

Tout est relatif dans les choses humaines. Le colimaçon regarde la marche de la tortue comme une marche *résolue* et le léporide s'en moque. Quant aux bâtons, cette vérité me rend heureux et je m'en empare pour répondre : Le gouvernement pour moi, c'est le char, les candidats officiels sont les bâtons, et la nation c'est le bœuf qui tire. Je pour-rais ensuite crier : MM. les maires, gare au bœuf. Mais je ne suis pas un prophète de malheur. J'aime mieux finir en disant à M. Vignancour qu'il fera bien aux élections futures, dans six ans, de joindre le fife au tambour.

B. BRISON.

LES DIX COMMANDEMENTS DU DÉPUTÉ OFFICIEL.

- I
Avant le scrutin tu feras
Des promesses de dévouement.
- II
Sitôt nommé, les oublieras
Avec un vif empressement ;
- III
Et tes électeurs - enverras
Aux cinq cents diables proprement
- IV
Quand Favre parlera, liras
Un journal indifféremment,
- V
Ou pour faire un croquis prendras
Le papier du gouvernement.
- VI
Mais le ministre tu devras
Ecouter attentivement.
- VII
Dans la suite tu bailleras
Et fermeras l'œil doucement ;
- VIII
Et par habitude diras
Encore « très bien » en t'endormant ;
- IX
Jamais tu ne t'éveilleras
Rien que pour voter librement
- X
Ou seulement quand tu voudras
Emarger, — mais pas autrement !

Albert MILLAUD.

(Figaro).

CHRONIQUE

De notre vie nous n'oublierons le spectacle dont nous venons d'être témoin. Paris est rede-venu la grande ville, la grande capitale du monde, et jamais plus éclatant réveil ne s'est plus magni-fiquement manifesté !

Il ne manquait cependant pas de pessimistes qui s'en allaient branlant la tête et faisant des prédictions sinistres ; les uns, comme de Girar-din, voyaient dans la rue l'émeute triomphante ; les autres, comme Paul de Cassagnac, cernaient déjà leur grand sabre pour s'en aller en guerre ; les banquiers fermaient leurs vitrines, et les ren-tiers serraient leur bourse. On se colportait à l'oreille des bruits bizarres ; les appartements aux environs de Paris devenaient hors de prix. Sur les réunions publiques, dans un nuage menaçant, planaient les têtes peu athéniennes de Peyrouton et de Jules Vallès. On pressentait des émeutes et l'on faisait ses malles. Le préfet de police rééditait des proclamations empruntées aux plus mauvais jours de la Révolution ; c'était une frayeur générale. Des groupes de négociants patentés allaient trouver Emile Ollivier et le con-juraient de sauver l'Empire menacé par les radi-caux et le capital menacé par les socialistes ; Emile promettait de tout sauver, et le lendemain allait perdre au Châtelet le peu qui lui restait de popularité. Dominant les autres bruits, la *Mar-seillaise* sonnait la charge par intervalles. La pro- vince ne savait que dire et penser, d'autant plus que les amis de l'ordre l'inondaient de télégram-mes pour lui faire croire que le désordre était à Paris.

C'était inquiétant, et les chefs du mouvement libéral commençaient eux-mêmes à s'inquiéter. Auraient-ils l'autorité nécessaire pour contenir leurs troupes dans les limites du droit et de la lé-galité ? N'y aurait-il pas de violences commises, que l'administration exploiterait habilement ? En voulant aller trop vite, ne risquait-on pas de rester en route ou de se trouver isolés au moment décisif ?

Ils avaient compté sans l'admirable discipline de la population Parisienne. Aussitôt que les journaux eurent recommandé le calme, la modé-ration, il se fit comme un grand apaisement. Les discussions, irritantes cessèrent. Chacun se recueillit, pour ainsi dire, repassant dans son es-prit ce qu'il avait vu, lu et entendu, jugeant en son âme et conscience les divers candidats, selon leurs actes et leurs paroles, leurs déclarations à la tribune, leurs professions de foi affichées sur toutes les murailles ; Puis une fois son opinion arrêtée, le commerçant retourna à son comptoir, le boursier à la Bourse, l'ouvrier à son atelier, l'employé à son bureau ; on attendait avec con-fiance l'ouverture du scrutin ; c'était la tranquillité de la force.

L'administration s'y trompa un instant. Elle crut que lassée, fatiguée, divisée, l'opposition

avait abdiqué. Alors des candidats officieux surgirent de tous côtés, comme des polichinelles sortant de boîtes à surprises. Les murs furent attristés de proclamations fades ou grotesques. Gagnevoul représentait les *fours* au corps législatif; le Guillois sollicita les suffrages des *toquets*. Le réfractaire Vallès se posa en candidat de la *misère*. Renchérissant sur le tout, l'honnête M. Bertron « fils de parents modèles et gendre de ce bon Laveissière que tout le monde a connu, » jurait, si on le nommait, de faire refluer au sein de la chambre les vertus patriarcales.

De son côté, Lachaud battait la plaine St-Denis où il avait obtenu permis de chasse; il s'était engagé, le présomptueux, à faire gracier aux assises électorales, ce grand coupable qu'on appelle le gouvernement personnel.

Quant à Denière, il était taciturne, et Balagny était piteux.

Le 23 mai l'action commença, — un peu mollement; — les meilleures troupes se réservaient pour le lendemain, — puis le soleil était splendide, la campagne était fleurie; tout parisiens qui se respecte fait ces jours-là de la villégiature.

Le 24 mai, la journée fut plus animée: — un va-et-vient continu entre les diverses sections. Les figures sont calmes: On accomplit un devoir. En examinant bien, on découvre une certaine satisfaction sur le front des libéraux; les ministériels ont des mines qui s'allongent de plus en plus. Par terre, une foule de bulletins déchirés au nom d'Ollivier, de Devinck et de Guérault.

A quatre heures le scrutin se ferme et le dépouillement commence. Alors un frisson électrique parcourt Paris tout entier. Les électeurs se massent aux abords des sections. Les résultats volent de bouche en bouche; les journaux font des tirages d'heure en heure. Le nom de Bancel est acclamé; des étudiants parcourent les boulevards avec le nom de Gambetta sur leurs chapeaux; le télégraphe est encombré de dépêches allant porter la grande nouvelle au monde entier.

Et l'on s'embrasse, et l'on se serre les mains, c'est une fusion de tous les partis et de tous les intérêts. C'est la liberté qui est victorieuse. C'est la France qui reprend son essor vers ses nouvelles destinées. —

Devant ce résultat foudroyant, devant cette splendide manifestation de la volonté nationale, le gouvernement n'a plus à hésiter. Le temps des tergiversations est passé; il faut une décision prompte. Qu'il jette donc à la mer les réactionnaires avec leurs thèses d'un autre âge; qu'il se mette franchement à la tête du mouvement. Là est son salut.

Peu importe le vote des campagnes, interprète des sentiments des maires et des gardes-champêtres, plutôt que de ceux des paysans! Paris s'est prononcé, et n'en déplaît à M. Haussmann, c'est la tête, c'est le cerveau de la France. Vouloir en faire fi, ce serait peut-être imprudent.

Sans doute les timorés ne manqueront pas de dire que Gambetta, Bancel, Raspail, etc., représentent le parti des *irréconciliables*, de ceux qui rejettent l'Empire, même l'Empire avec toutes les libertés. Ils se trompent. Le parti radical ne songe ni à renverser ni à détruire. Il se préoccupe des institutions plus que des hommes; il regarde la liberté comme un droit et non comme une concession. S'il acclame Bancel et s'il repousse Ollivier, c'est que le premier revendiquera la liberté comme un bien qui nous est dû, comme une chose nous appartenant et que nul n'a le droit de retenir; tandis que le second, façonné aux manières des cours, sacrifiant l'intérêt public à son ambition personnelle, demandera au Souverain de nous octroyer la liberté, et en même temps s'offrira à lui pour être, en qualité de ministre, le canal et le distributeur de ses grâces.

Le piège est grossier, et nous espérons que l'Empereur ne s'y laissera pas prendre. Les élections de Paris lui permettent de faire tout ce qu'il voudra, dans le sens des réformes nécessaires. A ceux qui essaieraient encore de lui conseiller les concessions lentes, les libertés progressives et entourées de restrictions, les atterroissements qui ne satisfont personne et mécontentent tout le monde, la politique enfin de l'expectative, il n'a qu'à répondre par le relevé des votes de Bancel et d'Emile Ollivier.

S'il le veut, les élections des 23 et 24 mai, qui semblent ébranler son gouvernement, le consolideront davantage.

Mais, me direz-vous, les *irréconciliables* se sont expliqués d'une façon très-catégorique dans les réunions publiques; Bancel s'est écrié, du haut de la tribune, qu'il *refuserait les présents d'Artaxercès*, et le *Rappel* affirme tous les soirs que l'alliance de la liberté avec l'Empire est aussi impossible qu'autrefois le mariage du Grand-Turc avec la république de Venise. Cela est peut-être vrai, le système fonctionnent de la façon que vous savez; mais qui empêche de le faire fonctionner d'autre sorte? En déclarant la Constitution parfaite, l'Empereur n'avait pas seulement en vue de faire miroiter aux yeux le couronnement de l'édifice, comme un lointain mirage, il voulait probablement aussi s'ouvrir une porte pour sortir à un moment donné de complications sérieuses et imprévues. Le moment est arrivé d'user de remèdes efficaces. Si les députés radicaux ont triomphé sur toute la ligne, c'est qu'ils promettaient au pays ces remèdes-là, sans savoir s'ils pourraient tenir leur promesse. L'Empereur au contraire, à qui la Constitution laisse toute latitude, et qui n'a qu'à vouloir pour pouvoir, ne serait peut-être pas mal habile en prenant les devants, en donnant ce que ses adversaires promettent, en se servant ainsi de leurs propres armes pour les désarmer.

Du reste, tout porte à croire que des changements se préparent en ce sens, dans les hautes sphères gouvernementales. Rouher serait relégué au Sénat, en qualité de président; le prince Napoléon composerait un ministère libéral, et

en prendrait la présidence; la responsabilité ministérielle serait rétablie, etc.

Il y a quelques jours, ces bruits eussent été traités de billevesées, bonnes tout au plus à recréer les novellistes. Au lendemain des élections si significatives de 1869, ils ont une importance qui n'échappera à personne. Espérons donc et attendons.

A. MAUDUIT.

CORRESPONDANCE.

MONSIEUR A. MAUDUIT, RÉDACTEUR EN CHEF DU COURRIER DU ROANNE.

Monsieur,

Ce matin, en m'assurant que les affiches Jules Favre, n'avaient subi aucune injure du temps ou autre, j'ai aperçu et lu de mes yeux, chez un débitant non de tabac mais de vin, un petit factum que je m'empresse de porter à votre connaissance. Il me paraît avoir une saveur toute particulière et doit être un des modèles du genre.

C'était la circulaire blanche de M. Dechastelus, en tête de laquelle étaient écrits à la main ces mots: « Prière à M. Robert de communiquer ma circulaire à tous les débiteurs de Neuville et de leur recommander la candidature de M. Dechastelus, mon protecteur. »

Suivait la circulaire que vous savez: Au-dessous vous pouviez lire encore, toujours écrit à la main.

« Je recommande à Messieurs les débiteurs de ma recette, M. Dechastelus, mon protecteur, qui a eu la bonté de me faire avancer sur place. »

Le receveur de St-Symphorien, Signé: BRUN.

Quelle touchante application de la circulaire de M. Magne! Maires et fonctionnaires de l'intérieur sont distancés de dix enclosures au moins. Seulement si l'administration des finances est aussi satisfaite du contrôle exercé par M. Dechastelus, que devons-nous en penser? Il est rare pourtant de voir le contrôle venir ainsi à la rescousse en aide au contrôleur; mais, La Fontaine l'a dit, il faut bien s'entraider; c'est loi de nature et surtout d'administration. Alors, me direz-vous, pourquoi solliciter un nouveau mandat et nous le demander? Parbleu, pour nous faire nous aussi avancer sur place. Je n'ai pu résister à la tentation. Je ne recommencerai plus de péché.

Veuillez agréer, Monsieur, mes bien sincères salutations.

ONIMUS.

UNE CALOMNIE.

M. de Meaux, candidat dans l'arrondissement de Montbrison, reproche à l'administration de l'avoir combattu à l'aide de moyens que la loyauté réprouve; nous publions sa lettre, une déclaration signée de plusieurs témoins, et la lettre de M. le sous-préfet, protestant contre ces imputations. Nos lecteurs apprécieront.

H. A.

« Montbrison, 21 mai 1869. »

« Il est des calomnies qu'on répugne à croire possibles. On répugne plus encore à les attribuer à des adversaires qui devraient savoir ce qu'ils disent.

« Mon grand père, en 1815, a caché dans sa maison le général Mouton-Duvernet et n'a rien négligé pour le sauver; les historiens de la Restauration l'attestent, le Forez le sait, une lettre du général à ma grand-mère, publiée récemment encore en fait foi.

« On a accusé mon grand père d'avoir livré le général Mouton-Duvernet à la mort. Jusqu'à présent j'avais pensé que cette calomnie, déjà signalée et réfutée, n'avait pu être répandue que par des hommes qui restent dans l'ombre et dont on ne peut saisir ni le nom ni les paroles.

« Plusieurs électeurs ont déclaré l'avoir entendue. Leur déclaration m'a été remise.

« Je la reproduirai, s'il y a lieu, avec leur signature, devant la justice.

« J'ai mis M. le sous-préfet en demeure de démentir la calomnie qui lui est imputée. Je suis prêt à publier sa réponse dès qu'elle me parviendra.

« Mais, en attendant, je me dois, je dois à la mémoire de mon grand père et à l'honneur de ma famille de protester sans retard contre une imputation pareille. Pour la confondre, il suffit de la dénoncer à tous les honnêtes gens, amis ou adversaires.

« Ils en feront justice.

« C. DE MEAUX. »

Marcoux, le vingt mai 1869.

Les soussignés, tous propriétaires en la commune de Marcoux, déclarent que M. le sous-préfet de l'arrondissement de Montbrison, dans une réunion provoquée par lui au chef-lieu de ladite commune, le 17 mai courant, lundi, pour patronner la candidature de M. Bouchetal-Laroche, a avancé que le grand-père de Meaux a fait guillotiner en 1815 le général Mouton-Duvernet.

Dans cette réunion il y avait plus de trente personnes.

21 mai 1869.

Monsieur,

J'arrive à l'instant et je trouve votre lettre. Il n'a jamais été dans ma pensée d'attribuer à votre grand-père la fin malheureuse de M. le général Mouton-Duvernet.

Vous pouvez être convaincu que mes paroles ont été dénaturées, je vous en donne l'assurance. Partout, au contraire, je me plais à reconnaître l'honorabilité de l'adversaire de M. Bouchetal.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble serviteur.

BLANC.

« Madame, mon sort est décidé comme je l'avais prévu. Je regrette de ne pouvoir pas rendre ma mort utile à mon pays. La volonté de Dieu soit faite! J'emporterai au tombeau les sentiments bien vifs et bien sincères que je vous dois et à toute votre respectable famille. Ni moi, ni les miens n'oublierons jamais la grande générosité de M. de Meaux; il a acquis encore hier, dans la pénible séance où, pour moi, et pour rendre justice à la vérité, il

a dû comparaître, de nouveaux droits à toute notre gratitude. C'est au milieu de toutes les agitations que doit me faire éprouver une funeste destinée, que je viens vous prier, madame, d'interpréter mieux que je ne peux l'exprimer, le cœur de celui qui vous supplie de croire à son respect et à sa reconnaissance.

« MOUTON-DUVERNET.

« Lyon, le 19 juillet 1816, quatre heures après qu'on m'a fait connaître l'arrêt prononcé contre moi. »

Chronique locale

Commune de Lapacaudière.

Monsieur le Rédacteur,

J'ai été chargé par le comité démocratique d'aller à la Pacaudière, surveiller la régularité des élections. J'ai le plaisir de vous apprendre que les membres du bureau se sont parfaitement conformés aux prescriptions de la loi: point de bulletins dans la salle du scrutin, aucune pression sur les électeurs. Né à la Pacaudière, je suis heureux d'avoir l'occasion d'adresser des félicitations à mes compatriotes.

Je n'ai malheureusement pas trouvé la même délicatesse chez certains fonctionnaires subalternes. Citer leurs noms c'est les punir suffisamment, et je signale ici le garde champêtre et le brigadier-garde. En arrivant sur la place de l'hôtel de ville, j'ai été entouré par un certain nombre de personnes de ma connaissance; toutes m'ont déclaré que ces fonctionnaires arrachaient des mains des électeurs les bulletins Jules Favre pour leur imposer ceux du candidat officiel. Immédiatement j'ai lu au groupe qui m'entourait, l'article de la loi défendant aux fonctionnaires, non-seulement d'arracher les bulletins, mais même d'en distribuer. Il est de mon devoir de déclarer qu'après cette lecture, garde champêtre, brigadier-garde ont aussitôt disparu comme par enchantement. Ils ne péchaient point par ignorance ces braves gens.

Ce qui m'a le plus fâcheusement impressionné, c'est d'entendre accuser un brigadier-garde, porteur de la croix de la Légion d'honneur de se livrer à des pareilles manœuvres. J'avais cru jusqu'à ce jour qu'un homme, revêtu de pareilles insignes, devait être à l'abri de tout soupçon d'indélicatesse.

Ce même fonctionnaire s'est bien permis autre chose antérieurement au jour de l'élection, je n'en parlerai pas ici; les habitants de La Pacaudière en ont déjà fait bonne justice.

Puisque que suis sur le compte des brigadiers-gardes, qu'il me soit permis de dire qu'à mon avis, cette classe de fonctionnaires a été créée seulement pour être des agents électoraux; leur mission est de stimuler le zèle des gardes champêtres, dont l'ardeur serait trop tiède, et ensuite d'inspirer la crainte à ces pauvres électeurs de la campagne, que la présence de tout fonctionnaire public fait trembler. Mais il me semble que leur création est une atteinte portée aux attributions de MM. les maires des communes, et pour les contribuables, un surcroît d'impôt. Tout le monde comprend l'inutilité de ce rouage au point de vue de l'intérêt général, et en désire la suppression. Pour mon compte, dès que l'occasion s'en présentera, je la demanderai.

Je crois devoir signaler aussi la mesure électorale prise par M. le Préfet.

Le décret de l'Empereur du 27 avril dernier, porte que le scrutin sera ouvert pendant deux jours dans toutes les communes à huit heures du matin. Modifiant ce décret, un arrêté de M. le préfet a fixé l'ouverture du scrutin dans les communes rurales à 6 heures du matin. Je n'ai pas à discuter le droit de M. le préfet; mais je crois qu'il aurait bien fait d'ordonner l'insertion de son arrêté dans les journaux de la localité, quelques jours avant l'élection, On comprendra facilement, sans que je le dise, quelles peuvent être les conséquences d'une pareille mesure. L'absence de contrôle peut, dans certaines communes, déplacer la majorité dans les votes.

Agréez, Monsieur le rédacteur, mes civilités, PIZET.

Roanne, le 27 mai 1869.

Commune de Coutouvres.

Monsieur le Rédacteur,

Parti de Roanne le dimanche 23 courant, à la recherche de quelques émotions électorales, j'arrive à Coutouvres, où, au premier coup-d'œil, se présente à mes goûts de curiosité, un appât qui m'y arrête.

La lutte est engagée; les champions sont en présence et à l'œuvre. D'un côté, quelques partisans de M. J. Favre, venus de Roanne pour chanter sa candidature; de l'autre, la municipalité de Coutouvres représentée par le garde champêtre et appuyant M. Dechastelus. Les langues sont en mouvement et lancent quelques traits. Les bulletins se déchirent à la vue de celui qui les remet, et les débris s'envolent au vent comme une nuée de sauterelles. C'est amusant.

Mais la n'a pas été le plus intéressant, m'a-t-on raconté. C'est à l'église, où M. le curé a déployé une fougue dont rien n'a approché dans ce terrible combat. Deux fois, à deux messes, il est monté en chaire et a prêché à ses bons habitants, leurs devoirs de citoyen et l'obligation de voter, leur rappelant des dettes de reconnaissance dont ils ont à s'acquitter. Jusque-là rien à dire. Il est resté dans les bornes de la prudence et de la modération.

Mais il apprend la présence et les menées de ces nouveaux venus, parmi lesquels se trouvent de ses paroissiens. Il monte une troisième fois en chaire à répres, et transporté d'une sainte colère, il fulmine contre ces mécréants, à peu près en ces termes: C'est révoltant de voir des enfants de Coutouvres, qui ont juré sur l'Evangile de renoncer à Satan, de respecter la religion catholique et de suivre les lois de son église, manquer ainsi à leurs serments et venir jeter le trouble dans l'esprit de mes paroissiens.... Et parlant de là, il a donné un libre essor à sa verve accoutumée. Trop de zèle aveugle votre bon curé, répondez à mon narrateur, paisible spectateur comme moi. L'Evangile ne parle pas que je sache, d'élections ni d'électeurs. Et il est bien certain que ces enfants de Coutouvres qu'il désigne à l'indignation de leurs concitoyens, n'ont jamais juré de voter contre J. Favre, qu'ils ne regardent pas comme Satan, ni pour Dechastelus qui n'est pas Dieu pour tout le monde.

Ah! me répond-il, si vous saviez tout. Eh! quoi encore, lui demandai-je, impatient de m'instruire sur le compte d'un homme qui paraît vouloir jouer un grand rôle? J'apprends alors de la bouche de ce bon homme, l'aventure que voici, prise en dehors des élections et entre grand nombre d'autres non moins intéressantes. M. le curé en a été le vaillant héros, et il y a donné des preuves de son em-

portement et de sa force musculaire dont il aime tant à se vanter.

Dernièrement, il passait devant un débit de vin où discutaient, avec grand bruit, quelques buveurs déjà tant soit peu avinés, lorsque l'un d'eux dit au plus criaillier: Tais-toi, voilà M. le curé qui passe. Je me f... du curé comme du grand diable, répond l'autre. Ces paroles, qu'il prend pour un outrage, le pénètrent comme une flèche. Furieux, il entre dans l'établissement. Son air courroucé frappe les assistants d'épouvante, qui, pour se sauver, s'empressent de désigner le coupable. M. le curé alors, avec une vigueur juvénile, telle, dit-on, qu'il la déploya en 48, lorsque, seul, il défendit l'archevêché de Lyon contre les voraces et le sauta de l'incendie et du pillage, administre au quidam un soufflet en partie double, il le saisit à travers corps et l'étreignant de ses mains de fer et de toute sa force herculéenne, il le somme de faire des excuses, en lui disant: On connaît bien que tu n'es pas de ma commune où je fais tant de bien et où je suis tant aimé. Le pauvre hère, mal à son aise dans cet état qui le serre si fortement, ne trouve rien de mieux à faire que de demander un pardon que M. le curé s'empresse de lui accorder avec autant d'apparence de bonté qu'il a mis de vivacité à lui donner la leçon.

Moins heureux que le coupable, le marchand de vin, vieillard sans autres ressources pour vivre et nourrir sa famille, a reçu de M. le maire, de par M. le curé, l'ordre de fermer son établissement. Voici comment il pratique la charité qu'il prêche et qu'il se flatte d'exercer au-dessus de tous.

Agréez, Monsieur, X.

St-Pierre-la-Noaille. — Quelques personnes disent: que la bibliothèque populaire de St-Pierre, renferme des livres immoraux, notamment la *Nouvelle Héloïse*, c'est une fausseté.

Nous prévenons les auteurs de ces bruits, que nous livrerons leurs noms à la publicité, s'ils tentent encore de ruiner cette œuvre utile, par d'aussi tristes moyens.

Pour la chronique locale, le Gérant, B. AUCLER.

L'Amérique est un étrange pays. Elle a pour devise: liberté, économie. La liberté, même dans ses excès, comme nous disons en Europe, ne l'effraye jamais; elle ne craint pas le bruit, mais elle a horreur de la dépense.

Elle a sacrifié sans murmure des milliards au maintien de sa constitution républicaine; elle lésine pour un dollar avec ses fonctionnaires.

En France, c'est bien différent. Nos fonctionnaires, les gros surtout, n'en ont jamais assez. Nous nous croirions ingrats si nous ne leur donnions l'argent par mille et par dizaine de mille, non-seulement à eux, mais à leurs enfants, à leurs parents et à leurs veuves après leur mort.

Le tableau publié par le *Réveil* est déjà instructif, mais voici que les journaux apportent une nouvelle plus extraordinaire encore.

Le général Grant, nouveau président des Etats-Unis, a un fils lui-même chargé d'enfants. Ce fils n'a pour vivre qu'un modeste emploi de chef d'un bureau de poste rapportant de 3 à 4,000 fr. Son père, depuis sa nomination, n'a pas songé à lui donner une position plus lucrative.

Voilà ce qu'on ne croira jamais en France. Si pareille chose passait dans nos mœurs, où en serions-nous? Sans parler des parents et des alliés du chef de l'Etat, auxquels on ne saurait donner trop généreusement et trop largement, que deviendraient les familles si intéressantes des Rouher, des Baroche et des Pietri, si ce système tendait à s'établir de ce côté de l'Atlantique, si le désintéressement du général Grant trouvait chez nous des imitateurs?

Heureusement, rien de semblable n'est à craindre. L'économie et le désintéressement resteront l'apanage des Américains, tandis que le népotisme le plus libéral et le plus généreux continuera à fleurir et à prospérer en France, comme dans tous les pays monarchiques. —

FR. FAVRE.

(Réveil.)

L'EMPIRE FRANÇAIS

LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS

Il y a des bonapartistes qui voudraient faire accroire qu'il existe à New-York un parti impérialiste, et que les citoyens de la grande République sont las de la liberté et aspirent après les douceurs d'un gouvernement personnel.

Un citoyen américain fait la réponse suivante qui nous semble sans réplique:

La France est gouvernée par un empereur à titre héréditaire;

Les Etats-Unis sont gouvernés par un président, à titre électif; il est nommé tous les quatre ans et ne peut être nommé qu'une fois.

L'EMPEREUR DES FRANÇAIS reçoit par an, pour ses peines, 25 millions de francs.

(Sans compter les dotations de la couronne et de la famille impériale et autres, qui sont l'apanage des cours.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE des Etats-Unis reçoit, par an, en papier, valeur et argent, 92,300 francs;

(Il n'a aucune dotation, ni pour lui, ni pour sa famille, ni pour d'autres, et il n'a pas de cour.)

Il faudrait accumuler les appointements du président de la République pendant une période de plus de 270 années pour atteindre une somme égale aux appointements de l'empereur pendant une seule année: 25 millions.

L'EMPEREUR reçoit, par jour, pour ses peines, 68,493 francs 13 centimes.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS reçoit, par jour, 250 francs 16 centimes.

L'EMPEREUR reçoit, par heure, 2,833 francs 38 centimes.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS reçoit, par heure, 10 fr. 67 centimes.

L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, pour ses peines, reçoit

